

AKTUELL

PHOTO : ©STOCK_XCHING



NUCLEAIRE

Volte-face

Luc Caregari

Depuis le début de la catastrophe nucléaire au Japon, certains politiciens se mettent à faire la girouette et affirment qu'ils étaient depuis toujours des anti-nucléaires. Est-ce bien crédible ?

Oh, miracle de la fission nucléaire. Elle ne sait pas seulement transformer des éléments radioactifs en énergie, mais elle peut aussi faire virer des convictions politiques à une vitesse record. La centrale de Fukushima a beau se trouver à l'autre bout de la planète, cela n'empêche pas des mouvements tectoniques dans le paysage politique local.

Ainsi s'est constitué au Luxembourg un large front baptisé « Aktionskomitee gegen Atomkraft ». Les revendications de ce comité d'action correspondent au plus petit dénominateur commun qu'on peut trouver entre anti-nucléaires d'aujourd'hui : une mise hors réseau des centrales de Cattenom, Chooz et Fessenheim en France, Thilange et Doel en Belgique ainsi que Philippsburg en Allemagne. Une redistribution des subventions européennes en matière d'énergie de façon à ce que celles-ci ne financent que la production et la recherche dans le domaine des énergies renouvelables. Et puis, à plus long terme, l'indépendance énergétique du Luxembourg vis-à-vis du courant électrique provenant aussi bien de centrales nucléaires que de celles qui fonctionnent à l'énergie fossile. Outre l'union des maires contre le nucléaire qui est éclose tel un champignon atomique il y a peu, le comité d'action représente certainement la plus large fraction anti-nucléaire.

Finis donc le cliché du militant mal rasé qui chantonne sous la pluie de-

vant les centrales, l'attitude anti-nucléaire en 2011 est tout à fait compatible avec un costard-cravate ou même une soutane. Car, si les Verts et le LSAP font partie des membres fondateurs du comité d'action, le CSV entend faire de même. Pour cela une réunion du comité avec les nouveaux candidats a eu lieu mercredi. « Nous supposons que le CSV va nous rejoindre. En tout cas son représentant a soutenu les trois revendications du comité et nous n'avons rien à opposer à leur candidature », résume Paul Polfer du Mouvement écologique qui coordonne aussi le comité d'action.

Le parti conservateur serait en effet un poids lourd dans la toute nouvelle coalition contre le nucléaire. Mais est-ce crédible pour un parti qui veut brancher directement le pays aux centrales françaises par le biais de la ligne Sotol en construction mais très controversée ? Est-ce crédible pour un parti dont le ministre Biltgen a défendu encore il y a un an le projet du réacteur à fusion ITER à Cadarache, projet que Jean-Claude Juncker veut « réviser », comme il l'a dit dans son discours sur l'état de la nation cette semaine ? Et finalement, est-ce crédible pour un gouvernement dont le fonds de pension public (FDC) investit des millions d'euros dans le secteur nucléaire - dont 700.000 euros dans le géant japonais Tepco, comme l'ont révélé Déi Lénk, ?

A ces questions, Paul Polfer a préféré opposer un : « Pas de commentaire. » Histoire de ne pas plomber une belle aventure avant qu'elle ne commence réellement. Pourtant, ce n'est pas seulement le CSV qui pose problème, la même méfiance devrait être de mise face au LSAP qui par le passé a certes été opposé à Cattenom, mais dont la ligne anti-nucléaire reste pour le moins floue.

En tout cas, deux choses sont sûres : les mentalités sont en train de changer sur le problème nucléaire, et la bataille sur la crédibilité de cette initiative est engagée. Que le meilleur gagne !

SHORT NEWS

Meurtre à Jénine

« Juliano Mer-Khamis a été assassiné à Jénine. (...) L'émotion est forte parmi les membres de l'ASTM qui avaient eu l'occasion de le rencontrer, soit à Luxembourg, soit à Jénine lors d'une mission en Palestine, et qui avaient pu admirer son travail artistique et militant, autant que sa personnalité rayonnante. » C'est en ces termes que l'Action Solidarité Tiers Monde réagit au meurtre de l'acteur et réalisateur né de mère juive et de père palestinien, et qui dirigeait le « Théâtre de la Liberté » à Jénine, dans les Territoires occupés. Mer-Khamis était venu à plusieurs reprises au Luxembourg et avait notamment présenté en 2006 son film « Les enfants d'Arna ». Il s'agissait d'un film en hommage à sa mère, Arna Mer, qui avait créé à Jénine un atelier de théâtre pour aider les adolescents à exorciser les violences et à rejeter la haine de l'autre. Sa propre conception de l'engagement et de la liberté de pensée avait valu à Mer-Khamis d'autres haines, et il est probable que l'assassinat ait été perpétré par des extrémistes palestiniens. La cause qu'il défendait n'en est que plus précieuse.

Frauenquote beim Staat?

Laut EU-Kommission ist nur ein Mitglied von zehn in den Verwaltungsräten der großen europäischen Unternehmen eine Frau. Um diese Ungleichheit zu bekämpfen, plant Viviane Reding, Kommissarin für Justiz, Grundrechte und Bürgerschaft, Quoten einzuführen. In einer parlamentarischen Anfrage möchte die grüne Abgeordnete Viviane Loschetter nun von der Chancengleichheitsministerin Françoise Hetto-Gaasch wissen, wie es beim Luxemburger Staat aussieht, wie viele Frauen auf den Direktionsposten der staatlichen Strukturen, Verwaltungen, öffentlichen Institutionen und Schulen anzutreffen sind. In ihrer Antwort verweist die Gleichheitsministerin auf die Zahlen des „Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative“ laut denen rund 45 Prozent der Frauen Staatsbeamtinnen mit hohem Dienstgrad sind. Jedoch nur 22 Prozent würden Direktionsposten im öffentlichen Dienst besetzen. Noch schlechter sieht es bei den Etablissements publics aus: Unter 512 Verwaltungsratsmitgliedern von 53 Etablissements publics sind nur 80 Frauen - das macht gerade mal 15,6 Prozent aus. Der Frage, ob der Staat nun nicht mit gutem Beispiel vorangehen wolle und Quoten plane, weicht die Ministerin aus. Sie verweist nur auf die Ceps-Studie, die in Auftrag gegeben wurde um die Repräsentation von Frauen und Männern in den Verwaltungsräten der privaten Unternehmen zu analysieren.

Questions fantômes

Parfois, même de simples courriels peuvent être enveloppés d'un halo fantomatique. Comme cette semaine, lorsque deux réponses à des questions parlementaires posées par le député CSV Mill Majerus, qui vient de décéder vendredi dernier, ont été reçues par la presse. Et le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il valait peut-être mieux que Majerus n'ait plus eu la possibilité de lire ce que lui répondaient ses camarades de gouvernement. Ainsi, dans une première question, il a voulu savoir de la ministre de la famille et du ministre de l'enseignement supérieur s'ils envisageaient d'élargir le champ d'enquête sur les violences sexuelles, physiques et psychiques exercées dans les centres d'accueil et pensionnats grand-ducaux entre les années 1950 et 1975. Les deux ministres y opposent une fin de non-recevoir, car selon eux il faudrait se concentrer sur le présent et le futur. C'est vrai que déjà les révélations que Majerus avait fait dans son étude sur les violences au sein de l'église catholique avaient été assez moches. Peu étonnant alors que les responsables préfèrent voir ce dossier clôturé. Dans une deuxième question, il s'enquiert de la possibilité de créer des groupes d'échange et d'entraide pour des victimes de violences sexuelles - une demande qui lui était parvenue des victimes qui l'avaient consulté. Mais ici aussi, les ministères de la famille, de la santé et de la justice ne voient pas à quoi pourraient servir de tels groupes et ils se contentent donc d'énumérer les différentes possibilités de se faire aider et se cachent derrière les concernés, dont la demande est jugée trop faible.